



Sources Nouvelles

Assainissement et hygiène : amélioration du leadership au niveau du district en Ouganda

L'amélioration des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement constitue une priorité majeure du Plan d'action de l'Ouganda pour l'éradication de la pauvreté. Les statistiques montrent qu'il y a beaucoup de travail à faire. La couverture en latrines est de 62% au niveau national ; 79% de ces latrines ne sont pas dotées de dispositifs de lavage des mains. Dans les écoles, le ratio est en moyenne de 69 élèves par latrine.

L'assainissement et l'hygiène ne constituent pas des priorités au niveau du district. Un financement insuffisant (les budgets pour l'assainissement sont de loin inférieurs à ceux destinés à l'approvisionnement en eau), un profil bas et une faible priorité pour l'assainissement et l'hygiène et la répartition des responsabilités et du financement entre les services faisant face à d'autres priorités majeures entravent le progrès.

Depuis 2001, les responsabilités de l'hygiène et de l'assainissement ont été réparties entre les services de l'eau, de la santé et de l'éducation au niveau du district. Cela a abouti à la fragmentation des activités et des budgets. La Subvention à l'établissement de soins de santé primaire (PHCG – en anglais) et la Subvention conditionnelle pour l'eau et l'assainissement (WSCG – en anglais) constituent les principales sources de financement pour l'assainissement et l'hygiène ; mais ni l'un, ni l'autre ne dispose de ressources claires réservées à ces enjeux. Par conséquent, certains districts ont royalement ignoré les problèmes d'assainissement et d'hygiène. Après la distribution de fonds affectés aux médicaments, toutes les autres interventions de santé publique, les coûts administratifs et autres récurrents, en moyenne 2% de la PHCG vont à l'hygiène et à l'assainissement. Les fonds de la WSCG se limitent à la protection de la source d'eau, plutôt qu'à la gestion des excréta.

Le manque de main d'œuvre au niveau du district et du sous-district pour la mise en œuvre et le suivi efficace des programmes d'assainissement et d'hygiène

sont des contraintes supplémentaires. En conséquence, l'assistance aux ménages, la sensibilisation à l'assainissement et le suivi de l'hygiène – essentiels à la réalisation des OMD – sont négligés.

Apprentissage au niveau du district

Les conditions varient sensiblement dans les 80 districts de l'Ouganda. Les statistiques officielles en matière de couverture ne reflètent pas l'état ou l'utilisation des latrines. Les épidémies de maladies liées aux fèces telles que le choléra continuent à survenir. Pour aborder ces questions dans les districts qui ne disposent pas d'un niveau d'assainissement particulièrement satisfaisant, le Centre international de l'eau et de l'assainissement (IRC), l'Organisation de développement des Pays Bas (SNV - en néerlandais) et le Réseau de l'eau et de l'assainissement (Netwas Ouganda) ont lancé le Programme d'apprentissage politique et pratique en assainissement et en hygiène (LeaPPS – en anglais). Il a été mis en œuvre dans les districts de Kyenjojo, Kamwenge, Arua et Koboko. Le LeaPPS regroupe des personnes qui travaillent à l'amélioration de l'hygiène et de l'assainissement. Il s'agit notamment de politiciens, du personnel des collectivités territoriales, des membres de la communauté, des donateurs, des chercheurs et des prestataires de service du secteur privé. Plusieurs de ces groupes œuvraient de manière isolée. Beaucoup d'entre eux n'avaient accès ni à l'information, ni aux recommandations faites à Kampala, ni aux leçons d'expériences pratiques venues d'ailleurs. Le LeaPPS encourage une plus grande coordination et le partage de l'information pour une hygiène et un assainissement améliorés au niveau du ménage, de la communauté et dans les écoles primaires.

En 2007 et 2008, six séances d'apprentissage multi-partenarial ont connu la participation des politiciens locaux, du personnel du niveau district, des ONG et l'Organisation à base communautaire OBC (CBOs - en anglais), du secteur privé et des représentants de deux sous-comités de chaque district. Ces séances leur ont permis d'analyser les défis

<http://www.irc.nl/sourcesnouvelles>

Avec la coopération de



Réunion entre plusieurs partenaires à Koboko.
Photo : IRC

Nouvelles

Informations thématiques, page 1-3

- Assainissement et hygiène en Ouganda
- Le magazine The Economist prend position sur l'eau
- Eau à Oyibi : rien qu'un pesewa de plus

Nouvelles du GWA, page 4-6

- L'Alliance genre et eau au 5ème Forum mondial
- Des bandes dessinées sur le Genre et l'eau à l'intention des populations à travers le monde
- Triste mord d'un membre d'honneur

Nouvelles du WSSCC, page 6-7

- Faites la différence : rejoignez le WSSCC !
- Perspectives d'assainissement - Zimbabwe
- Honorer le meilleur dans le journalisme
- Un nouveau produit de connaissances du WSSCC

Nouvelles de l'IRC, page 6-11

- La communication et les médias
- Forum mondial de l'eau - utile mais divisé
- Le Ghana et l'Ouganda vont piloter le nouveau modèle

Nouvelles du CREPA, page 11-12

- Eau et assainissement au Burkina Faso
- Participation du CREPA au 5ème Forum mondial
- Célébration de la Journée de l'Europe au Burkina Faso
- Etablissement de partenariats 5 – 9 octobre 2009, Burkina Faso

Avec des contributions de GWA, et CREPA



et les besoins d'apprentissage, qui ont par la suite été relevés grâce à des activités de renforcement des capacités telles que la formation, la recherche / action et les études de cas.

Les sujets traités portaient sur le marketing social et les méthodes participatives, les règlements et une application efficace des technologies novatrices à faible coût telles que l'Assainissement écologique (EcoSan). Ils ont également porté sur les liens entre VIH/SIDA et eau, ainsi que l'amélioration du profil de l'assainissement et de l'hygiène.

Leçons d'expériences

Les participants au LeaPPS ont développé leur capacité à fixer des objectifs de la performance, à faire le suivi et à analyser leurs réalisations et à être innovateurs dans leurs approches. Bien que des progrès

aient été réalisés, l'amélioration de la coordination et le partage de l'information entre les collectivités territoriales et les organisations de la société civile reste un défi à relever. Ils ont tiré les conclusions suivantes :

- Le modèle LeaPP aide les intervenants à identifier leurs besoins
- L'apprentissage est plus efficace quand il capitalise les besoins et les programmes existants
- L'information doit descendre mieux au niveau du sous - comté.

Authors: Carmen da Silva Wells, dasilvawells@irc.nl, IRC, the Netherlands ; Patience Turyareeba., pturyareeba@snnworld.org ; Brecht Mommen, bmommen@snnworld.org, SNV Uganda.

Courtesy Capacity.org Issue 36 | April 2009, see for their special issue with eight articles on Capacity development for water and sanitation, freely accessible online [<http://www.capacity.org>].



Toilette locale à séparation d'urines à Kyenjo.
Photo : IRC

[org/fr/revue/archives/des_capacites_pour_l_eau_et_l_assainissement\]](http://www.irc.nl/page/38717)

Learning for Policy and Practice in Sanitation and Hygiene [<http://www.irc.nl/page/38717>]

Water and Sanitation Resource Centre, Uganda : [www.watsanuganda.watsan.net]

SNV : [www.snnworld.org].

Le magazine The Economist prend position sur le secteur de l'eau

Le thème de l'eau ne figure pas souvent dans les rubriques d'un des plus grands magazines financiers et politiques du monde, The Economist. Cela est peut-être un fait notoire que le Forum Mondial de l'eau à Istanbul ait fait l'objet d'un long article et a occupé la une de son édition du 11 avril 2009 [www.economist.com/opinion/displaystory.cfm?story_id=13446737].

Le titre de leur éditorial (opinion) montre leur position par rapport au secteur de l'eau.

“Droits d'accès à l'eau : débordement d'eaux usées. Les droits d'utilisation commercialisables sont un bon outil pour aborder les problèmes de l'eau dans le monde”.

Deux tendances mondiales

L'article de The Economist relève la manière dont les pénuries d'eau ont un impact politique dans plusieurs pays et souligne que deux tendances mondiales se sont ajoutées à la pression croissante sur les ressources en eau du monde. La première est la démographie. Au cours des 50 dernières années, alors que la population mondiale passait de 3 à 6,5 milliards de personnes, la quantité d'eau utilisée a brutalement triplé. La deuxième, avance The Economist, est le passage des régimes végétariens aux régimes carnés - qui a contribué à la montée des prix des denrées alimentaires en 2007-2008 et qui a de grandes incidences sur l'eau.

The Economist fait un certain nombre d'observations connues des acteurs du secteur, mais qui n'influencent toujours pas suffisamment la politique :

- L'eau a rarement le prix indiqué, qui reflète l'offre et la demande
- Il manque des informations sur les utilisateurs et les quantités d'eau consommées
- La gouvernance de l'eau est également désordonnée. Jusqu'à une période récente, peu de pays pauvres la traitaient comme une ressource rare ou pensaient à la façon dont elle affecterait leurs projets de développement. Ils la prenaient pour acquise.
- A côté de cette insouciance il y a un processus décisionnel balkanisé, avec un chevauchement de nombreuses autorités en charge des différents bassins versants, stations d'épuration et d'irrigation
- Il n'est pas surprenant que l'investissement dans l'eau ait été éparpillé et négligé. L'aide aux pays en développement pour l'eau a été stable en valeur réelle entre 1990 et 2005.

Sans surprise, peut-être, The Economist voit la solution en termes de systèmes économiques et demande que les entreprises montrent la voie. “Les grandes compagnies de boissons telles que Coca-cola se sont fixées des objectifs pour réduire la quantité d'eau qu'elles utilisent pour leurs produits”. (Peut-être aurait on pu conclure l'article par une réflexion sur le fait que Coca-cola a beaucoup souffert de la contre publicité menée à travers le monde, en particulier en Asie du Sud-est, en raison de son abus supposé de l'eau, au détriment des communautés locales).

Politique, eau et droits

Dans son éditorial, The Economist préfère le concept de "droits d'utilisation" à

celui de "l'eau comme droit humain". Ce premier concept pourrait faire l'objet de transaction entre les producteurs et les entreprises.

“Dans de nombreux endroits l'eau se raréfie. La traiter comme un droit empire sa pénurie. Certains des grands fleuves du monde n'atteignent plus la mer. Dans de nombreuses villes l'eau est rationnée. Les sécheresses et les inondations deviennent plus extrêmes. Ces problèmes exigent des politiques. Dans le meilleur des cas, une utilisation efficace de l'eau serait encouragée à travers sa facturation, mais les tentatives pour ce faire se sont révélées la plupart du temps politiquement impossibles. Une alternative plus pratique consisterait en un système de droits d'utilisation de l'eau commercialisables”.

(...) La notion de “droits d'utilisation” a des limites. D'abord, elle confirme les modèles actuels d'utilisation qui sont souvent inefficaces. Ensuite, les producteurs peuvent tricher, comme l'ont vu les Australiens. Ce concept est tout au plus, un bon début. Il est néanmoins préférable aux méthodes existantes qui consistent en un rationnement sporadique et à la menace d'une crise géante”.

Réponse collective du secteur ?

Les articles de The Economist sont toujours tranchants et il n'y a aucun doute que cette édition fait des remarques impressionnantes, que les habitués du secteur ont également faites au cours de ces dernières années. Cependant, les 66 commentaires de lecteurs reflètent le manque de consensus sur la manière de protéger, de partager et de financer les services de l'eau.

Parmi ces commentaires on relève :
« La facturation aux consommateurs dans les villes du monde au prorata des quantités utilisées. Il est grand temps que l'on installe des compteurs d'eau pour les populations urbaines des Etats-Unis et du Royaume Uni. En particulier, en Californie et dans le sud-est. La même chose devrait s'appliquer aux producteurs ».

« L'accès à l'eau est un droit humain qui ne devrait pas être contrôlé ou facturé par le gouvernement. Ce qu'on devrait faire, c'est de promouvoir une technologie qui nous aidera à la reprendre et à stimuler l'économie, au lieu d'en limiter l'utilisation. Nous n'avons pas besoin de payer quelqu'un pour nous dire d'en utiliser moins ».

« La transformation de l'eau en denrée ne la rend pas plus disponible - cela signifie qu'elle n'est disponible que pour ceux qui peuvent s'en donner les moyens. Et la

nature qui ne peut pas s'en 'acheter', s'en passerait-elle ? »

« La manière de réconcilier le droit humain à l'eau avec l'eau comme denrée consiste à 'en prélever gratuitement et à en payer pour une plus grande quantité' ».

« Pour les personnes et les autres animaux, l'air, l'eau et la nourriture sont des nécessités, pas des droits ».

« La question de l'eau, pour une fois, devrait être plus une question de technologie qu'autre chose... Dès que la situation aura assez empiré, les êtres humains apprendront quoi faire de l'eau de mer et de l'énergie solaire (qui sont toutes en quantité illimitée) ».

« L'eau n'est pas une denrée - une ressource fongible et facilement livrable. Elle doit être considérée comme un héritage naturel et national, la propriété de tous ».

« Le commerce de l'eau en Australie nous a permis, nous qui pratiquons l'irrigation, de rafler des permis de "dormeurs" et de "somnolants" et de nous servir de l'eau qui n'avait pas été utilisée depuis des décennies ».

L'éditorial a provoqué 41 commentaires. En voici un qui résume une partie de la discussion : "c'est compréhensible que l'eau ne soit perçue que comme une "denrée", adjugée aux plus offrants.

Argument, colère, confusion – l'article de The Economist, l'éditorial et les réponses montrent comment la question de l'eau soulève des questions morales, politiques, technologiques, scientifiques et de gestion. Le secteur de l'eau peut-il apporter une réponse collective ?

Source joue sa partition et reste disposée à contribuer. [www.economist.com/opinion/displaystory.cfm?story_id=13446737]

Eau à Oyibi : rien qu'un pesewa de plus

Vous ne pouvez pas en avoir plus au prix d'un pesewa : il faut 100 de ces petites pièces de monnaie pour avoir un cedi ghanéen qui n'équivaut qu'à la moitié d'un euro. Par conséquent, il faut deux pesewas pour avoir un centime d'euro, une pièce dont la valeur est tellement insignifiante qu'elle a pratiquement disparu.

Cependant, quand le prix d'un seau d'eau de 18 litres a augmenté d'un pesewa – de 2 à 3 pesewas - dans la région d'Oyibi au Ghana (à environ 50 kilomètres d'Accra) au début de cette année, l'effet a été ressenti. Pour la première fois depuis que le Programme d'eau de la région d'Oyibi a été lancé, il y a quatre ans, le Conseil a remarqué une baisse de la demande en eau de la part des ménages qui disposent de systèmes de collecte d'eau. "Peut-être qu'ils se baignent une fois au lieu de deux par jour," pense Angelina Adogla-Bessa, directrice adjointe du Programme.

Elle affirme que la hausse des prix était inévitable, parce que la flambée était générale – et concernait particulièrement le diesel – , nécessaire pour faire tourner un des deux forages qui fournissent l'eau à plus de 6 000 personnes dans les neuf communautés. Il y a eu également une augmentation des coûts de réparation avec la forte fréquence des ruptures de tuyaux. Elle impute cette situation en partie à l'augmentation rapide du nombre de travaux de construction dans la zone, qui entraîne le passage de camions plus lourds au-dessus des canalisations.

Dans le village de Kpone Seduase, Charity gagne sa vie en vendant l'eau de la fontaine sise au centre du village. Elle espère pour son fils âgé d'un an Stanley et pour elle-même, que la demande ne commencera pas à baisser au niveau de cette source d'eau publique. Elle a pour ambition de retourner à l'Université et de se former pour devenir infirmière ; mais cela n'est pour le moment qu'un rêve.

Elle garde 20% de ce qu'elle gagne comme fournisseur d'eau et envisage d'ouvrir un compte bancaire, afin de mieux économiser son argent. 5% des recettes va au Comité villageois de l'eau et les 75% vont au Conseil de l'eau. Le Conseil paye les salaires et supporte les factures avec cet argent. 10% de la somme est utilisé pour la promotion de l'hygiène et de l'assainissement, 20% pour les réparations courantes et 70% sont déposés en banque. Par le passé, il y avait des bénéfices intéressants à réinvestir ; mais l'année dernière, pour la première fois le Conseil a subi une perte.

Quand WaterAid a produit une grille de rapport communautaire dans ce village en 2008, on a constaté que les habitants manifestaient une certaine résistance à payer l'eau issu d'un forage de leur propre village et qui a ensuite été transportée par canalisation dans la zone, grâce à 15 kilomètres de canalisation.

Une jeune femme – Rose – utilise l'eau de la pompe uniquement pour la boisson et la cuisine. Pour tous ses autres besoins elle a recourt au marigot traditionnel du village.

A Kpone Seduase, le système est également affecté par une augmentation manifeste de la prospérité. Ce village dispose d'électricité. On y voit des voitures garées devant les maisons. Dans la petite boutique du village, de petits sachets d'eau sont vendus à 5 pesewas le demi-litre. Cette eau est-elle meilleure à celle du forage ? Probablement pas.

Le prix de l'eau a augmenté d'un pesewa – il est beaucoup plus difficile de comprendre les complexités de l'eau.

Peter McIntyre



Charity, la vendeuse d'eau au village de Kpone Seduase, en compagnie du technicien de la pompe (à gauche) et de Cyrille Amegnran, coordonnateur national du WASHCost au Burkina Faso, participant à la visite du village. Photo: Peter McIntyre

Du Secrétariat du GWA

Le thème principal du Genre et de l'eau contient diverses thématiques qui deviennent de plus en plus importantes. Le premier exemple est la crise alimentaire. La contribution des productrices à l'essor de l'agriculture à travers le monde, notamment au niveau de la production alimentaire est substantielle ; jusqu'à 80% dans certaines régions. La crise alimentaire ne peut être abordée sans porter une attention aux relations de Genre dans l'agriculture : tandis que les petites productrices exploitent une part substantielle des cultures vivrières, elles n'ont accès qu'à une part congrue des terres, de l'eau et des autres ressources.

La deuxième question porte sur le changement climatique qui a un impact de plus en plus sérieux sur l'environnement et les pauvres. Les femmes souffrent encore plus des sécheresses et des inondations, face aux responsabilités quotidiennes qu'elles assument, sans répit. Désormais, avec la fréquence et l'intensité des catastrophes, il est très important de soutenir les femmes, les hommes et les enfants pauvres dans leur lutte pour s'adapter aux situations extrêmes.

Le troisième sujet important est la situation des professionnelles de l'eau, qui traîne loin derrière celle de leurs collègues hommes. Pour les femmes pauvres, les productrices et pour les femmes ingénieurs de l'eau, il est crucial qu'elles parviennent à une situation égale dans les sphères de décisions. Cela est nécessaire à tous les niveaux.

Les autres questions sur lesquelles le GWA travaille portent naturellement sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement et les OMD, mais également la corruption, la privatisation, le suivi en utilisant des indicateurs désagrégés selon le Genre, et l'agriculture dans les zones arides. Telles sont les trop nombreuses questions à éclaircir dans un espace restreint.

Cependant, un autre groupe de personnes mérite d'être mentionné : les réfugiés qui arrivent et se trouvent dans des situations de conflit. Les rares ressources en eau entraînent des conflits et les conflits aussi provoquent la rareté des ressources dont les femmes sont également victimes.

Si en tant que membre du GWA vous désirez contribuer à la réflexion sur ces questions, vos suggestions sont les bienvenues. En tant que grand réseau, nous contribuons à apporter un changement dans la vie des femmes et des hommes pauvres.

*Joke Muylwijk Directrice exécutive,
Alliance genre et eau*

Comblant le fossé du Genre dans le secteur de l'eau : l'Alliance genre et eau au 5ème Forum mondial de l'eau

Plus de 80 représentants de l'Alliance genre et eau à travers le monde se sont retrouvés à Istanbul en mars 2009, au 5ème Forum mondial de l'eau, dans un effort d'intégration des questions d'équité Genre dans les discussions émergentes et les recommandations. Puisque "Comblant la division dans le secteur de l'eau" était le thème du Forum de l'eau, le GWA aspirait à combler de manière spécifique le vide existant au niveau du Genre dans les différents programmes d'action. La nécessité s'est ressentie dès le début du Forum de l'eau, un important événement international toujours dominé par les hommes en costumes sombres et qui discutent comme d'habitude entre eux.

Intégration du Genre

Grâce à une planification et à une préparation minutieuses, le GWA a pu intégrer les questions de Genre dans ce Forum de l'eau, beaucoup plus que lors des précédentes éditions. Répondant à l'appel à propositions du Secrétariat du forum lancé l'année dernière en vue d'animer les séances thématiques, les membres du GWA, notamment le personnel et les membres de comité de pilotage, ont réussi à y contribuer comme présidents, présentateurs ou membres de panels dans plus de 20 sessions. La participation active des membres du GWA durant tout le forum a été également très efficace. Ils n'ont pas manqué l'occasion d'exprimer les préoccupations relatives au Genre à toutes les sessions thématiques, aux événements parallèles et aux présentations régionales auxquelles ils ont assisté – rappelant constamment aux participants que le développement durable commence par la prise en compte des besoins des différentes personnes. Ils ont souligné que pour que les projets et les politiques de l'eau réussissent, les femmes doivent être reconnues comme premiers usagers et gestionnaires de cette ressource. Elles devraient être impliquées dans les processus décisionnels relatifs aux pauvres et groupes marginalisés, auxquels un intérêt particulier devrait être porté.

Il apparaît que leurs interventions ne sont pas passées inaperçues, au vu des nombreuses demandes d'entretiens que nos membres ont reçu de la part des journalistes. Pour en savoir davantage, visitez le site web du GWA.

Le GWA a coprésidé la séance plénière de haut niveau sur le Genre à l'ouverture du forum de l'eau avec le groupe de



Le représentant officiel de Ban Ki-Moon et les membres du GWA au stand de l'Alliance genre et eau. Photo : GWA

travail de l'ONU sur le Genre et l'eau et d'autres partenaires ; c'était un grand pas en avant pour mettre le Genre au centre du programme d'action de l'eau et de l'assainissement. Les ministres, les parlementaires et plusieurs chefs d'organisations internationales ont ouvertement évoqué la nécessité d'inclure les besoins spécifiques des filles et des femmes au niveau de l'hygiène pendant la période des menstrues, au niveau des infrastructures d'assainissement en milieu scolaire et de la communauté.

Les séances de formation sur le Genre, l'eau et les déchets, le lancement du guide ressource sur le Genre et la gestion de l'eau dans quatre nouvelles langues et de quatre bandes dessinées sur le Genre et l'eau ont été d'autres occasions de prendre en compte cette problématique.

Le stand du GWA, "attracteur de foule"

Le stand du GWA dans l'aire d'exposition du Forum de l'eau a été une grande attraction pour les foules, non seulement à cause des documents intéressants et colorés de l'Alliance qui y étaient présentés, mais également en raison de la présence des membres venus du monde entier, qui étaient en interaction dynamique avec les visiteurs. Les ingénieurs et les gestionnaires de l'eau, les décideurs, les éducateurs et le personnel des organisations de base se sont réunis pour partager des expériences sur le Genre dans leur travail, exprimer leur satisfaction pour les interventions faites par notre membre dans les sessions et pour s'engager dans des discussions animées. Nous avons même reçu le représentant officiel du Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon – qui a été photographié avec des membres du GWA devant le stand !

Oeuvre inachevée!

A la fin de la semaine, le sentiment général des membres du GWA était que, bien qu'ayant eu plus de visibilité et conquis plus d'espace par rapport au Genre au cours de cet événement, nous devons nous préparer à travailler davantage, en particulier pour mobiliser l'engagement

politique et mieux traduire la technologie et la méthodologie sensibles au Genre. Cette conviction s'est reflétée dans la déclaration de la présidente du GWA à la cérémonie officielle de clôture le dernier jour du Forum, en réponse à la Déclaration ministérielle issue de la rencontre. Elle a exhorté les ministres présents, à cesser de

discuter sur le fait que le droit à l'eau et à l'assainissement est un droit humain ; en lieu et place, elle suggère de s'intéresser à la façon de le mettre en œuvre et de l'assurer, en particulier pour les pauvres et les personnes vulnérables, les femmes et les enfants.

Des bandes dessinées sur le Genre et l'eau à l'intention des populations à travers le monde

« Participer à cette lutte pour informer le monde de la nécessité de prendre soin de l'eau, notamment la question du Genre, est très important. Ce fut donc un honneur pour moi d'être chargé de la production de ces livrets qui seront distribués à travers le monde », a soutenu Ziraldo Alves Pinto. C'est l'artiste brésilien que l'Alliance genre et eau a approché pour produire quatre livrets sur le Genre et l'eau, destinés spécifiquement aux écoliers et aux personnes illettrées.

Les bandes dessinées montrent des images explicites, avec des textes concis. L'artiste Miguel Mendes Reis, l'un des collaborateurs du projet explique que « les livrets utilisent un langage accessible à tout âge et niveau d'instruction. Ils expliquent des choses scientifiques et philosophiques compliquées à travers des exemples de la vie quotidienne, avec des mots simples ».

La série contient quatre titres différents, chacun étant disponible en anglais, français, portugais et espagnol :

1. Perception de genre: de quoi s'agit-il ?
2. Genre, eau, assainissement et santé
3. Genre, eau et événements climatiques
4. Genre, eau, agriculture et aliment

Les bandes dessinées s'adressent aux populations à travers le monde. L'explication pourrait se trouver dans les mots de Miguel Mendes Reis : « Nous vivons dans un pays multi-coloré où les gens de toutes origines ethniques se brassent ; avec une riche présence d'immigrés. Nous essayons toujours de dessiner les Brésiliens comme ils sont. Aussi incroyable que cela peut paraître, ils sont comme les autres personnes à travers le monde ».

Possibilités supplémentaires

Un des acquis particuliers de cette collaboration entre le GWA et Ziraldo et son équipe est la disponibilité des livrets en format numérique. Un DVD est produit avec le livret complet en fichiers PDF, de même que des dessins, avec et sans texte en Quark Xpress, dans chacune des langues. Cela permet la flexibilité de



l'utilisation et la traduction du texte en langues locales ou régionales, l'adaptation du texte aux circonstances locales et même le changement de l'ordre des illustrations pour en faire des histoires personnalisées.

Si vous voulez utiliser ces livrets ou les adaptez, bien vouloir contacter l'Alliance genre et eau : (secretariat@gwalliance.org). Prière, citer toujours le GWA et Ziraldo lorsque vous utilisez les livrets dans votre travail.

Triste mort d'un membre d'honneur

Juste après notre retour du Forum mondial de l'eau d'Istanbul, l'Alliance genre et eau (GWA) a été informée du décès de notre membre très consacré, le Dr Fadia Daïbes Murad de la Palestine, tuée sur le chemin du retour du travail dans un accident de voiture dans lequel sept autres personnes ont été blessées. Fadia venait de représenter le GWA au Forum mondial de l'eau à Istanbul sur un sujet portant sur l'eau et le conflit, traité dans une perspective Genre.

Fadia était un grand défenseur des droits des femmes et des hommes à l'eau en

Palestine. Elle était très intelligente et pleine d'énergie. Sa mémoire restera gravée en nous. Par ailleurs, nous nous inspirerons d'elle pour rester optimistes et continuer à combattre, même dans les moments les plus difficiles.

A sa famille éplorée, nous exprimons nos condoléances, en particulier à son mari Said Murad le musicien et à ses deux fils de neuf et de seize ans. Nous leur souhaitons beaucoup de courage en ces durs moments.

Fadia a été interviewée au Forum de l'eau. Vous pouvez l'écouter sur YouTube : [www.youtube.com/watch?v=EZBzV3N8xc4]. Comme à l'accoutumée, dans cette dernière déclaration publique, elle a pris position pour les droits à l'eau des Palestiniens et a décrit avec une sensibilité au Genre, le rôle positif que les femmes pourraient jouer. Elle a abordé en termes courageux et honnêtes la différence que ce travail peut

faire et les difficultés à progresser quand l'eau est dans une situation où "une partie est faible et l'autre forte".

Fadia parle également de façon émouvante des difficultés à être une femme dans une société patriarcale. « L'autre défi que je relève personnellement, est qu'être femme et une femme forte - je peux en dire autant de moi.- n'est vraiment pas facile dans une société très patriarcale qui pense que les femmes devraient être cantonnées au second plan et n'accomplir que des tâches de peu de valeur ou traditionnelles comme l'enseignement, la profession d'infirmière, le secrétariat, mais pas être des professionnelles ou des femmes qui peuvent diriger la société. J'espère pourtant poursuivre et je suis confiante que je peux induire un certain changement ».

Son œuvre lui survivra.



Fadia et ses garçons

Faites la différence : rejoignez le WSSCC !

De nombreux, mais pas tous les lecteurs de Source Nouvelles, sont membres du Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement (WSSCC). L'adhésion est libre et offre des avantages comme :

- travailler en réseau avec des pairs, professionnels et autres intervenants du secteur ;
- accéder à une gamme d'outils de plaidoyer et de communication ;
- recevoir régulièrement les dernières nouvelles du secrétariat du WSSCC ;
- voter ou se présenter à l'élection au comité de pilotage du WSSCC.

Rejoignez le mouvement AEHA (WASH en anglais) au [\[www.wsscc.org/en/members/index.htm\]](http://www.wsscc.org/en/members/index.htm). Pour plus d'informations, contacter David Trouba, chargé de programme communications au WSSCC, (troubad@who.int).

Perspectives d'assainissement dans le nouveau Zimbabwe

Le Zimbabwe a connu des hauts et des bas en matière de services d'AEHA (WASH en anglais). Le gouvernement d'unité nationale qui vient d'être signé offre des opportunités d'amélioration des services d'AEHA. Pendant que nous regardons du côté de la réhabilitation, du développement et de l'expansion de l'infrastructure d'eau et d'assainissement, la situation devient préoccupante en ce qui concerne les valeurs sociales, les principes, les normes et l'éthique qui ne pourront pas être aussi facilement et rapidement cernés. Les services ont connu une régression au cours de la décennie ; une génération entière ne connaît que des pénuries d'eau, des déchets non gérés et des tuyaux éclatés. C'est cette génération dont le point de repère en AEHA est déformé qui à l'avenir aura besoin d'un retour à la normale beaucoup plus rapide qu'une infrastructure fixe.

Le Zimbabwe présente une intéressante étude de cas en termes de processus de développement, en particulier du point de vue de l'AEHA. L'accès à l'indépendance en 1980 a coïncidé avec la Déclaration des Nations Unies sur la Décennie internationale de l'approvisionnement en eau potable et de l'assainissement. A ce moment, le gouvernement nouvellement indépendant est arrivé au pouvoir avec "ardeur et zèle pour défaire - refaire les injustices du passé colonial". Cela signifiait un développement accéléré de la couverture en eau et assainissement, en logement, en électrification rurale, en voirie, en agriculture, en développement énergétique, etc. En bref, le Zimbabwe cherchait à développer ses structures et respecter certaines normes. Guidé également par le système de planification hérité de la Grande Bretagne, connu sous le nom de "concept de belle ville" de processus de développement structurés et formels, les objectifs nationaux étaient clairs, ambitieux

et aspiraient en grande partie à une société égalitaire et socialiste. Vu le climat de réconciliation politique, le pays était chéri par la communauté internationale, avec à la clé, un appui aux divers secteurs, y compris l'AEHA.

Dans cette perspective, le Zimbabwe a développé un ambitieux programme intégré d'approvisionnement en eau et d'assainissement en milieu rural, dont l'objectif était "de fournir à la population de la commune toute entière et la zone de réinstallation un accès à des infrastructures adéquates d'eau et d'assainissement d'ici à l'an 2005". L'objectif général du programme était d'améliorer la situation sanitaire et la qualité de vie de la population rurale. Au début, l'accent était mis sur la mise à disposition d'équipements et l'utilisation de normes acceptables dans la livraison de ce service.

L'ère post indépendance a connu un boom de l'AEHA, soutenu par une Fonction publique fortement motivée, un appui externe généreux, des communautés réceptives qui réclamaient des services répondant à certaines qualité et norme et un environnement favorable grâce à des politiques et des stratégies nationales. Avec une couverture de 7% pour l'assainissement en milieu rural, le programme a fait des progrès en matière de couverture allant jusqu'à 60% en 1999 (Programme commun de surveillance (JMP - en anglais)). Pour les zones urbaines, elle a atteint 99,9% suite à l'adoption d'arrêtés municipaux pour exiger que chaque maison nouvellement construite soit raccordée à un réseau d'égout.

Déclin rapide en manière de développement

Vingt-huit ans après l'indépendance, le pays a connu un déclin rapide en matière de développement. Il est certain qu'il ne pourra pas atteindre les Objectifs du

millénaire pour le développement auxquels il a souscrit en 2000. Le Zimbabwe a connu un revers au niveau des progrès réalisés dans les nombreux secteurs, en particulier celui de l'eau et de l'assainissement. L'inversion des tendances a contribué largement à la survenue du choléra et à la crise humanitaire qui ont affecté le pays depuis le premier rapport en août 2008. Actuellement, le nombre de morts s'élève officiellement à plus de 4 000, mais pourrait être plus élevé. Les épidémies de choléra continuent de se manifester sporadiquement dans les centres urbains et certaines zones rurales.

Bien que l'on accepte généralement que la mauvaise infrastructure, le manque d'accès à l'eau potable et à l'assainissement ainsi que les mauvaises pratiques en matière d'hygiène ont conduit à cette crise humanitaire, on se demande si le problème n'a pas été aggravé par le déclin des normes, des valeurs et des niveaux de la socialisation.

Nous allons encore vers un nouveau Zimbabwe. Avec la mise en place d'un gouvernement d'unité nationale, l'optimisme et l'engouement sont de vigueur. La communauté internationale une fois convaincue, y apportera encore son appui comme à la fin des années 1980 et dans les années 1990. Le développement, la réhabilitation et l'expansion de l'infrastructure sont possibles avec de bons ingénieurs, des économistes et des sociologues qui font conjointement de la planification. Les villes et surtout les zones rurales se reconstitueront comme par le passé, même si cela va prendre du temps. Très vite, il y aura des interventions à court, moyen et long terme pour le développement de l'infrastructure.

Les questions liées à la restauration des valeurs, des normes, de la morale, des principes l'éthique sont préoccupantes.

D'abord, un enfant qui est né au cours de la décennie passée a déjà raté la situation idéale en matière d'AEHA. Pour lui, les pénuries d'eau et le manque d'accès à l'assainissement sont plus une norme qu'une exception. Par conséquent, il est habitué à la défécation en plein air, aux toilettes volantes et à toutes les autres formes de pratiques malsaines et indignes en matière d'assainissement. Il n'a pas de système de référence. Convaincre un tel enfant qui sera bientôt un adulte va être difficile. Par ailleurs, il y aura toujours des personnes lentes en matière d'adaptation au changement.

Le déclin ne s'est pas confirmé au niveau de la seule infrastructure, mais a également affecté le ramassage des déchets, engendrant des tas d'ordures à travers les villes. Pour les enfants qui n'ont pas souvent accès à des infrastructures de jeux récréatifs, ces sites de décharge deviennent des aires de jeu et les magmas d'eaux usées deviennent des piscines. D'ailleurs, ils n'y voient aucun mal, car ils n'ont

jamais rien vu de meilleur. Ce changement dans les valeurs culturelles et les principes prendra beaucoup plus de temps que le développement des infrastructures.

Un autre phénomène inquiétant chez les adultes est la rapidité avec laquelle nous nous sommes tous adaptés à un service, à des normes et des principes inacceptables. Dans les années 1990, il était inacceptable de voir un système d'égout se déverser en ville ou de passer de longues heures sans eau courante dans les zones urbaines ou de voir des tas d'ordures non enlevés. Actuellement, le système d'égout déborde ; les odeurs sont inacceptables et les ordures ne sont pas ramassées. En réponse, les ménages ont changé de repère, s'adaptent et apprennent à s'en sortir de la meilleure façon. La plupart de ceux des villes deviennent des unités autonomes où l'eau est traitée à leur niveau, de même que les déchets solides (incinération ou enfouissement dans les puits). Les excréta y sont également traités grâce à divers mécanismes d'élimination parfois peu sûrs.

Au lieu de demander un service répondant à une certaine norme et d'un certain niveau, ils ont appris à s'adapter et à utiliser d'autres mécanismes pour se débrouiller. La plupart du temps, cependant, ils ne disposent que de faibles normes en matière d'AEHA.

Actuellement, les consultants, les ingénieurs, les économistes, les financiers et les professionnels du secteur public sont entraînés à développer des plans de recouvrement à court et à moyen terme pour l'AEHA. Ces plans, au besoin, vont envisager la réhabilitation, l'expansion, le développement de nouvelles infrastructures, mais aussi la question des valeurs perdues, des normes, des principes et bien sûr l'éthique. Par ailleurs, ils ne peuvent pas être traités dans un plan de recouvrement de la même manière que l'infrastructure. Il faut des stratégies qui portent sur les valeurs et les normes sociales pour un AEHA et un développement plus soutenus.

Mme Nesen est la coordonnatrice nationale du WSSCC au Zimbabwe. Pour plus d'informations, contactez Mme Nesen, Directrice exécutive, IWSD, (noma@iwsd.co.zw).

Honorer le meilleur dans le journalisme de l'approvisionnement en eau, l'hygiène et l'assainissement

Le Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement (WSSCC) et l'Institut international de l'eau de Stockholm (SIWI) reconnaissent le rôle crucial des médias dans la réalisation de l'approvisionnement en eau, l'hygiène et l'assainissement améliorés. Les médias préparent le terrain pour que la communauté internationale s'en préoccupe et encourage les décideurs à tous les niveaux à agir. Afin de conscientiser les populations sur la signification et l'impact des services d'eau, d'hygiène et

d'assainissement, le WSSCC et le SIWI encouragent les médias à participer à la 3ème édition du concours WASH pour les médias. Les articles ou émissions peuvent être soumis en français, anglais, espagnol, portugais et russe, au plus tard le 1er avril 2010. Les journalistes lauréats participeront à la Semaine mondiale de l'eau à Stockholm en août 2010 comme invités spéciaux du WSSCC et du SIWI.

Pour plus d'informations, visitez le [www.wsscc.org/en/media/wash-media-awards/2009-2010/index.htm] ou contactez Tatiana Fedotova, chargée de communications du WSSCC, (fedotovat@who.int) ou Josh Paglia, chargé de communications du SIWI, (josh.paglia@siwi.org).



Un nouveau produit de connaissances du WSSCC

Le WSSCC a lancé une nouvelle ligne de produits de connaissances intitulée Notes de référence du WSSCC. Ces outils thématiques aident les professionnels dans les différentes disciplines à comprendre les principales questions relatives à l'Approvisionnement en eau, l'hygiène et l'assainissement (AEHA, WASH en anglais) et la manière dont ces questions se rapportent à d'autres secteurs. Les notes identifient également les principales ressources et institutions dans les thèmes et matières couverts.

Les deux premières notes publiées en mars sont intitulées VIH/ SIDA et AEHA et réduction des risques de catastrophe et réponse AEHA en situation d'urgence.

Vous pouvez consulter les notes de référence au : [www.wsscc.org/en/resources/publications/index.htm] - an anglais. Pour plus d'informations, contactez Carolien van der Voorden, chargée de programme réseaux et gestion des connaissances du WSSCC, (vandervoordenc@who.int).

Le Ghana et l'Ouganda vont piloter le nouveau modèle pour améliorer les services d'eau en milieu rural

Le Centre international de l'eau et de l'assainissement (IRC) a lancé une initiative de six ans pour améliorer la pérennité de l'approvisionnement en eau en milieu rural pour des personnes recensées parmi les plus pauvres du monde, en remodelant la manière dont ces services sont fournis.

Grâce à l'Initiative Sustainable Services at Scale (Services durables à l'échelle ou 3 S), l'IRC cherche à contribuer à rompre le cycle de l'échec qui exige le remplacement des puits, des pompes et des systèmes d'eau courante dans les zones rurales quelques années après, parce qu'ils n'ont pas été entretenus. Les 3 S visent à y mettre un terme, en développant des modèles d'affaires pouvant être mis à l'échelle pour couvrir l'entretien et la réparation continus des systèmes d'eau. Les 3 S travailleront avec le gouvernement, les planificateurs, les donateurs et les prestataires des services d'eau et feront la promotion du développement conjoint, du financement et de la mise en œuvre conjoints des modèles.

Grâce à l'appui des USA à travers une subvention de 22 millions de dollars US (16,1 millions d'euros) de la Fondation Bill et Melinda Gates, les 3 S appliqueront ces modèles dans les districts ruraux et les petites villes du Ghana et de l'Ouganda.

L'approvisionnement en eau en milieu rural continue à poser un problème considérable

Sur le milliard de personnes au niveau mondial qui vivent sans accès fiable à l'eau potable, neuf sur dix d'entre eux vivent en zone rurale. Pendant que les Objectifs du millénaire pour le développement de l'ONU visent à réduire de moitié ce nombre d'ici à 2015 ; la préoccupation se fait croissante. En effet, la pression pour augmenter le nombre de nouveaux robinets et de pompes conduit à négliger la nécessité d'entretenir les systèmes d'eau et de mobiliser des financements



pour les renouvellements. Au cours des 20 dernières années, 600 000 à 800 000 pompes manuelles ont été installées en Afrique subsaharienne, dont environ 30% sont identifiées comme ayant prématurément échoué ; ce qui représente un investissement négatif total de 1,2 à 1,5 milliard de dollars US (890,25 millions à 1,11 milliard d'euros). Puisque les différents donateurs et les organismes gouvernementaux font la promotion de différents systèmes, il n'y a pas d'approche complète pour la couverture ou l'équipement en matière d'approvisionnement en eau. Il n'y a pas non plus une économie d'échelle à suivre pour s'assurer que les forages, les pompes et les puits atteignent la durée de vie qui leur est impartie.

« De la frustration à un élan positif pour le changement »

Ton Schouten dirige les 3 S au nom de l'IRC, en collaboration avec Harold Lockwood de la société Aguaconsult, basée au Royaume uni. Schouten indique que tant le financement des donateurs que la volonté de la communauté à payer pour les services d'eau ont été souvent négligés. « Si vous parcourez l'Afrique rurale, vous pouvez voir souvent des panneaux indiquant que l'approvisionnement en eau dans un village est le don de telle ou telle personne. Parfois ces panneaux durent plus longtemps que les infrastructures d'approvisionnement en eau et le donateur ne sait même pas que son projet a échoué. Certaines zones sont même devenues des cimetières de pompes, à cause des projets répétés qui n'offrent que des solutions à court terme ».

« Les communautés ont placé leur confiance et leurs efforts dans ces projets, en creusant des fossés et mobilisant leur propre fonds. Elles ont été frustrées, tout comme les organisations locales et les entrepreneurs qui travaillent auprès des communautés sur le terrain. Les 3 S vont canaliser cette frustration pour en faire un élan positif pour le changement ».

Un nouveau cadrage sur la prestation de service d'eau en milieu rural

Les 3 S font faire la promotion de projets 'uniques' de prestations de services d'eau aux populations entières, en particulier les plus pauvres, en cherchant à transformer

Niveau de service dans une zone d'habitation spontanée en milieu ougandais. Photo : IRC, Jabu Masondo

une situation où un village reçoit un don pour l'approvisionnement en eau, alors que le village suivant doit trouver le sien. Les 3 S font la promotion d'une stratégie pour la satisfaction des besoins en approvisionnement continu en eau potable à tous les villages dans un district, de même que de l'eau supplémentaire qui permet aux populations de produire des denrées, d'élever des animaux et de disposer de revenus. Cette initiative vise à mettre en commun les ressources des divers fournisseurs de services, y compris la collectivité territoriale, les donateurs, la société civile et le secteur privé, pour promouvoir une planification plus efficace, le financement et l'entretien des services de l'eau.

Pilotage du changement dans des districts du Ghana et en Ouganda

Le Ghana et l'Ouganda ont été choisis pour expérimenter cette approche, parce que les principales agences dans ces pays ont déjà exprimé leur mécontentement en ce qui concerne la pratique en vigueur et parce que l'IRC a une grande expérience de travail dans ces pays. Un district pilote sera choisi dans chaque pays, dans l'intention de la reproduire au niveau d'autres districts. Cependant, le véritable test de ce projet de six ans consistera à montrer comment la nouvelle approche peut être ancrée dans le pays, de manière à le pérenniser quand le projet s'achèvera et le répliquer dans d'autres pays.

Les 3 S chercheront à avoir un impact important avec un faible profil. L'équipe de l'IRC travaillera auprès des partenaires locaux et animera des fora, dénommés Alliances d'apprentissage, qui vont piloter le processus et s'assurer que les leçons sont partagées et apprises. Au Ghana, les 3 S coopéreront avec le projet WASHCost, dirigé également par l'IRC, avec l'aide financière de Bill & Melinda Gates. WASHCost cherche à désagréger les pleins coûts du cycle de vie des programmes d'eau et d'assainissement, y compris tous les coûts d'appui et d'entretien.

Résultats attendus

Les résultats attendus consisteront en une amélioration de l'approvisionnement en eau fiable et durable pour les communautés rurales et le développement et l'essai de modèles pouvant être répliqués et mis à l'échelle à travers le Ghana et l'Ouganda et dans d'autres pays.

Pour lire l'intégralité du communiqué de presse, voir : [www.irc.nl/page/48048].

La communication et les médias au service du programme Eau pour les villes asiatiques

Le programme Eau pour les villes asiatiques (WAC – en anglais) a été mis en œuvre par l'ONU- Habitat depuis 2003 avec les partenaires locaux en Inde, en République populaire de Chine, au Népal, au Laos PDR et au Vietnam. Il contribue à améliorer les actions de gestion locale de la demande en eau et de l'assainissement favorables aux pauvres dans les taudis en milieu urbain et s'étend au Cambodge, en Indonésie et au Pakistan.

En début 2007, la Banque asiatique de développement et l'ONU - Habitat ont renouvelé cette collaboration jusqu'en 2011, avec une subvention supplémentaire de 20 millions de dollars US (14,82 millions d'euros), destinés au renforcement des capacités et 1 milliard de dollars (741,87 millions d'euros) à l'investissement dans le secteur de l'eau et de l'assainissement.

L'IRC a mis en œuvre différents produits relatifs à l'intervention régionale en matière de communication et de médias pour induire une prise de conscience sur le WAC. Les activités du WAC de l'ONU – Habitat en 2008 comprenaient :

- Des ateliers sur les médias pour les journalistes
- Un programme international à l'intention des maires et des cadres supérieurs d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine sur l'eau et l'assainissement en milieu urbain à Nanjing en Chine
- La mise en œuvre d'une stratégie régionale de communication
- Le renforcement des capacités de mise en œuvre de projet pour les partenaires
- L'Éducation à l'eau, l'hygiène et l'assainissement basée sur les valeurs humaines (HVWSHE) au Vietnam, en Indonésie et en Asie centrale
- La prolongation d'accords de coopération avec les organisations de ministres de l'éducation d'Asie du sud-est (SEAMEO) en matière de HVWSHE.

Travail de communication inspiré par les missions de terrain

Dick de Jong de l'IRC a produit quatre documents sur la planification de la communication et l'appui aux médias. Les missions de terrain effectuées à Madhya Pradesh (Inde) et au Népal ont aidé à modeler ce travail de communication qui est avancé, surtout dans la vallée de

Katmandou, au Bhopal, au Gwalior, à Jabalpur et en Indore, grâce à des activités pilotes et de promotion accélérée.

Cela a abouti à quatre stratégies de communication :

- Stratégie de communication pour la sensibilisation à la gestion de la maîtrise de l'eau et l'amélioration de l'assainissement du Népal
- Stratégie de communication pour la sensibilisation à la gestion de la maîtrise de l'eau et l'amélioration de l'assainissement au Madhya Pradesh
- Stratégie de communication pour la sensibilisation à l'amélioration de l'assainissement à Madhya Pradesh
- Stratégie générique de communication pour les nouvelles villes dans le programme WAC.

Trois ateliers régionaux pour les médias

L'appui aux médias comprenait la co-organisation et l'animation de trois ateliers régionaux sur les médias et d'une stratégie régionale des médias et le tutorat à distance.

Le premier atelier régional des médias tenu à New Delhi en Inde, en décembre 2006 a connu la participation de 21 journalistes. Ces derniers ont trouvé qu'il y avait trop de communications, de cadrage sur l'Inde et pas assez d'échanges avec les journalistes. Cette critique a été prise en compte lors du deuxième atelier tenu à Singapour en juillet 2007. Seize journalistes étaient présents et il y avait plus de sessions sur les médias, portant sur les journalistes et leurs expériences de l'eau/assainissement et la construction de plans, de stratégies pour travailler avec l'ONU- Habitat pour des expériences futures.

L'ONU - Habitat, l'Université des Nations Unies, UNW-DPC (Bonn en Allemagne) et le Centre régional pour la gestion urbaine de l'eau de Téhéran ont organisé un troisième atelier de développement des capacités à l'intention des journalistes asiatiques de l'eau à Téhéran du 26 au 28 novembre 2007. Cet atelier a réuni 26 journalistes. Les contributions de l'IRC ont porté sur l'engagement des usagers. Les médias ont convenu sur place du programme comme l'ont souhaité les principaux organisateurs. Immédiatement



L'Ecole supérieure Tri-Chandra à Katmandou fait la collecte de l'eau de pluie et explique au public le fonctionnement. Le logo avec le parapluie sert au niveau central à faire la campagne pour la collecte de l'eau de pluie qui bénéficie de l'appui de l'ONU-HABITAT.
Photo : IRC, Dick de Jong

après, le ministère des Ressources en eau et de l'irrigation d'Égypte a annoncé qu'il organisera un deuxième atelier de renforcement des capacités avec les journalistes de tous les pays du bassin du Nil, comme annoncé dans notre dernier Source Bulletin 29, [<http://www.fr.irc.nl/page/46928>].

En général, tous les journalistes ont trouvé ces ateliers utiles en termes de conscientisation accrue sur les diverses questions de l'eau et de l'assainissement. Tous ont souhaité à l'avenir bénéficier d'ateliers plus nationaux.

A chacun des ateliers, les journalistes ont développé des idées d'articles sur la gestion de la demande d'eau et l'assainissement au niveau du programme WAC. Au troisième atelier, ils ont articulé leurs articles aux divers événements internationaux tels que : la Journée mondiale de l'eau (22 mars), la Journée mondiale de la santé (7 avril), la Journée mondiale de l'environnement (5 juin), la Journée mondiale des toilettes (19 novembre).

Les trois ateliers des médias ont constitué des leçons précieuses que le programme de communication 2009-2012 du WAC devra capitaliser. Pour le rapport, voir : [www.unwac.org/media_research.php].

Dick de Jong

Le point de vue du directeur de l'IRC

Ben Lamoree, directeur de l'IRC a souligné dans un entretien avec Source que la session de groupe du Forum mondial de l'eau sur la transparence et la lutte contre la corruption dans le secteur de l'eau a été l'une des plus intéressantes de la rencontre.

Ben Lamoree : je crois que c'était un sujet très important. La lutte contre la corruption et la transparence sont des questions dans lesquelles l'IRC se reconnaît. La séance a été organisée essentiellement par le Réseau international de l'intégrité et la transparence de l'eau. L'IRC a participé à sa préparation. Le message le plus important a porté sur l'importance de la lutte contre la corruption dans le secteur de l'eau. C'était une séance utile qui a placé la question plus haut dans le programme d'action et qui a attiré l'attention des groupes, des entreprises, mais aussi les autres acteurs du secteur de l'eau.

Source : qu'est-ce qui a été utile pour l'IRC ?

Le Forum mondial de l'eau a été très utile pour l'IRC. L'IRC est à l'avant-garde du

développement de la réflexion dans un certain nombre de secteurs très en vue dans le programme d'action. Je voudrais mentionner également le Genre et l'eau, les services d'utilisation productive, le financement et les coûts du cycle de vie, et le développement des capacités. En un mot, l'IRC a participé comme co-président. Dans tous les cas, nous avons contribué en documents pour la préparation des séances, en articles et avons partagé les points de vue de l'IRC au cours des discussions. Ces séances, la plupart du temps, ainsi que celles que nous avons eues avec les autres partenaires, sont très intéressantes pour la réflexion et les concepts que nous développons à l'IRC. Nous espérons qu'ils sont utiles pour le secteur de l'eau et les autres organisations. Pour voir l'interview entière : [\[http://blip.tv/file/2117002\]](http://blip.tv/file/2117002)

L'eau fait l'unanimité mais le [5ème Forum Mondial de l'Eau] n'y a pas réussi à en faire autant, selon Nick Dickinson de l'IRC, depuis Istanbul. En fait il y avait trois forums distincts qui se tenaient simultanément après que la société civile et les autres organisations aient boycotté

le forum officiel. Le Forum alternatif [\[http://alternatifforumu.org/en/\]](http://alternatifforumu.org/en/) a porté sur les questions de protection de l'environnement et de barrage, tandis que le Contre forum [\[http://pwf.foodandwaterwatch.org/\]](http://pwf.foodandwaterwatch.org/), s'est principalement préoccupé de l'arrêt de la privatisation de l'eau.

Même au Forum mondial de l'eau, il y avait une importante fissure physique entre la société civile qui était au village des ONG et les autres pavillons. En conséquence, les protestations ont marqué encore un autre ensemble de forums, qui ont divisé les décideurs et la société civile et ont pu avoir un impact sur la Déclaration ministérielle caractérisée par une absence marquée du Droit à l'eau [\[http://www.democracynow.org/2009/3/23/water_rights_activists_blast_istanbul_world\]](http://www.democracynow.org/2009/3/23/water_rights_activists_blast_istanbul_world).

Rendez-vous sur le blog de Nouvelles internationales de l'AEHA pour prendre connaissance du rapport visuel de Democracy now sur les forums mondiaux alternatifs de l'eau [\[http://tinyurl.com/q5gksp\]](http://tinyurl.com/q5gksp).



Nouvelles du CREPA

Centre Régional pour l'Eau Potable et l'Assainissement à Faible Coût

03 BP 7112, Ouagadougou 03, Burkina Faso,
tél. : + 226 50 366210/11, fax : + 226 50 366208,
courriel : crepa@fasonet.bf ou crepa@reseaucrepa.org,
site web : www.reseaucrepa.org

Eau et assainissement dans les écoles de la province du Namentenga au Burkina Faso : quatrième réunion du comité de pilotage

Le Comité de pilotage régional du projet "Amélioration de la couverture en eau et assainissement des écoles et des communautés de 4 départements de la province du Namentenga" financé par l'Union européenne et mis en œuvre par le Centre régional pour l'eau potable et l'assainissement (CREPA) et Plan a tenu, le mardi 17 mars 2009, sa réunion trimestrielle, dans les locaux de Plan Boulsa, au Burkina Faso.

Quatrième du genre, cette rencontre a permis aux participants de discuter de l'état de mise en œuvre du projet, du lancement d'un jeu concours scolaire et du bilan à mi-parcours de la mise en place des Associations des usagers de l'eau.

Le projet est exécuté par le consortium constitué de Plan Boulsa, du CREPA, de l'association Action burkinabé pour la promotion de la santé humaine (ABPROSAH) et les services étatiques de la province du Namentenga. Il ambitionne de contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des enfants et de

leurs communautés dans 90 villages de la province du Namentenga. Une volonté qui se manifeste sur le terrain par l'assurance de l'accès durable à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement de base à l'ensemble des 90 villages, 93 écoles et 3 centres de santé dans les départements de Boala, Dargo, Tougouri et Zéguédéguin.

Depuis son lancement officiel en avril 2007, le projet a de nombreuses réalisations à son actif. Le CREPA en tant que partenaire y a contribué. Habiboulaye Moussa Dogo, coordonnateur du projet est satisfait du bilan à mi-parcours de l'état d'exécution au regard des activités menées. Il s'agit notamment de la réalisation d'incinérateurs de déchets, la formation des formateurs en gestion des conflits et gestion des projets, la formation PHAST.

Conscient que le succès de ses activités ne pouvant être garanti sans une réelle implication des populations cibles, le projet a procédé à la mise en place

d'associations des usagers de l'eau dans les 4 départements où il intervient. Au regard des fortes potentialités humaines de la province, Plan a décidé de mettre l'accent sur la nouvelle approche du développement communautaire centré sur l'enfant. Afin de relever les défis liés à l'eau, la santé et l'éducation à travers un jeu concours dénommé "Ecole propre" qui pourrait faire des enfants un relais pour les actions de sensibilisation à l'hygiène dans leurs communautés d'origine. Les participants ont saisi l'opportunité de cette réunion pour établir le règlement intérieur du concours et ont procédé à son lancement. Berté Yaya Farid, président du Parlement des enfants du Namentenga pense que : « le jeu concours permettra aux enfants, dès le niveau scolaire, de faire de l'assainissement et de l'hygiène une priorité et d'améliorer le cadre scolaire... ». Le projet est d'un montant de 1, 17 millions d'euros.
Souleymane ZARE

Encadré : la contribution du CREPA

Dans le cadre de la bonne exécution de ce projet, l'expertise du CREPA a été sollicitée pour la réalisation de certaines activités :

- la construction de trois incinérateurs dans chacun des trois centres de santé des départements de Boala, Dargo et Zéguédégouin pour la collecte et le traitement des déchets biomédicaux ;
- la formation de 25 artisans en techniques de réparation et entretien des pompe ;
- l'assistance technique à la formation ;
- l'équipement de quatre artisans à la fabrication locale de la Rope pump ;
- la formation de 50 maçons en technique de construction des latrines familiales de types VIP et de promotion et de vulgarisation des latrines familiales de type VIP à une fosse ;
- l'organisation d'une mission de suivi et d'appui dans le but suivre les activités de l'association ABPROSAH dans le cadre de l'utilisation de l'approche PHAST par cette dernière et le renforcement de ses capacités ;
- l'appui de Plan pour la rédaction des termes de référence du jeu concours scolaire.

Zaré Souleymane (Zaresouleymane@yahoo.fr)

Participation du CREPA au 5ème Forum mondial de l'eau : partager l'expérience de réseau

Le Centre régional pour l'eau potable et l'assainissement (CREPA), une fois encore n'a pas dérogé à son engagement à participer au Forum mondial de l'eau. Le centre a contribué, entre autres, à l'animation du stand régional consacré à l'Afrique et pris une part active à la présentation du Système africain de documentation et d'information sur l'Eau (SADIEau).

Cet évènement était une opportunité pour le CREPA de partager avec les acteurs présents à ce forum, ses réalisations, ses technologies, ses programmes de formation, ses expertises, les résultats de ses différentes recherches menées à travers les pays membres du réseau et tout son savoir-faire à travers ses publications. Et cela a été possible grâce à l'appui financier de la Banque africaine de développement (BAD) qui a, dans un pavillon dédié au continent africain, érigé un stand d'exposition aux acteurs de l'eau. Le CREPA a appuyé la BAD dans la conception et la production de supports liés au thème du forum. Le stand a été décoré avec des outils traditionnels liés au transport et au stockage de l'eau en Afrique. Ces outils étaient composés de : tableaux en batik sur les questions de l'eau, calebasses et outres, statuettes en bronze de porteur d'eau, etc. Il était assez fourni en publications, affiches et posters. Ce fut la "Maison de l'Afrique" car, beaucoup de rencontres y ont été tenues.



En plus du CREPA, plusieurs institutions du public et du privé du continent ont pris part à l'exposition grâce à l'appui financier de la BAD.

Par ailleurs, l'exposition mondiale de l'eau a occupé trois espaces (régions, pays et institutions du secteur) sur les différents sites du 5ème Forum mondial de l'eau, permettant aux entreprises oeuvrant dans le secteur de présenter leurs services, produits, activités et travaux. Cette exposition a mis en avant l'entrepreneuriat dans le secteur de l'eau et constitué un relais entre l'offre et la demande en matière d'innovations et de nouvelles technologies de l'eau. Les sociétés présentes à l'Exposition mondiale de l'eau représentaient le spectre complet des activités liées à l'eau comme le traitement des eaux usées, l'assainissement sur site et l'agriculture.

Plusieurs thèmes ont été abordés au cours du Forum. Le CREPA, en collaboration avec les autres membres du consortium du projet, a présenté le Système africain de documentation et d'information sur l'eau (SADIEau) au 'side event' sur les systèmes d'information dans le pavillon français. Il ressort des débats que chaque pays, chaque bassin versant (national ou international) doit disposer de données viables et régulièrement actualisées, pour permettre de prendre les décisions les plus appropriées concernant le secteur de l'eau, qu'il s'agisse de grands aménagements hydrauliques ou de suivi de la qualité de la ressource.

Les systèmes d'information sur l'eau des pays du Nord, notamment l'Agence nationale de l'eau (ANA) du Brésil, [www.ana.gov.br], le Système euro méditerranéen d'information sur les savoir-faire dans le domaine de l'eau (SEMIDE) [www.semide.net], le Système

Le CREPA était aussi présent



Le stand d'exposition africain, monté avec l'appui de la BAD, a été un espace apprécié par les acteurs de l'eau participant au forum mondial

d'information de l'eau pour l'Europe (WISE) [www.water.europa.eu], estiment pour la plupart que les dispositifs de collecte et de traitement de l'information sont souvent coûteux. Par conséquent, la question de l'applicabilité au Sud mérite d'être posée.

Ce défi technique et financier est loin de constituer un frein pour le continent africain qui a engagé plusieurs chantiers sur les systèmes d'information sur l'eau, en particulier à l'échelle de ses bassins versants transnationaux (comme l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS), [www.omvs.org] mais aussi, plus récemment, à l'échelle du continent, avec la création du Système africain d'information sur l'eau (SADIEau) qui vise à constituer un réseau de partenaires africains qui produisent de l'information sur l'eau, en vue de la référencer et de la mettre à disposition sur un portail internet : [www.sadieau.org].

Le prochain Forum mondial de l'eau se tiendra en Afrique du Sud.

Kambou/Kadio Kabou, (kadio.kabou@reseaucrpa.org)

Célébration de la Journée de l'Europe au Burkina Faso : le CREPA fait la promotion l'assainissement écologique

Dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de l'Europe, la Délégation de la Commission de l'Union européenne du Burkina Faso a convié l'ensemble de ses partenaires à une exposition sur les projets et programmes financés par l'organisation dans le pays. La rencontre d'échanges a eu lieu le 9 mai 2009 dans les locaux de l'Institut international de l'eau et de l'environnement (2iE).

Quinze institutions et ONG bénéficiant du financement de l'Union européenne (UE) ont pris part à cette exposition. Le CREPA, pour sa part, a participé à cette journée d'information à travers la présentation de ses différents projets financés par l'UE.

Le CREPA, a, à son actif depuis 2006, 3 projets financés par l'Union européenne. Le premier, le projet ECOSAN UE 1, dont l'objectif est la promotion de l'assainissement écologique dans 4 quartiers périphériques de Ouagadougou (secteurs 17, 19, 27 et 30), a été retenu

dans le cadre de la Facilité eau pour une période d'exécution de 36 mois. La contrepartie de l'Union pour ce projet d'un montant de 1,5 million d'euros s'élève à 1,1 million d'euros. Le second projet a été retenu dans le cadre de la Facilité eau sur une période d'exécution de 36 mois également et vise la mise en place d'un Système africain d'information et de documentation sur l'eau en Afrique (SADIEau). D'un montant de 1,037 million d'euros, il est financé par l'UE à hauteur de 767 000 euros. Le projet SADIEau est porté par l'OMVS (Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal) basé à Dakar et exécuté en collaboration avec le CREPA, l'OIEau (Office International de l'Eau), le pS-Eau (Programme Solidarité Eau) et le WEDC (Water Engineering Development Centre). Un troisième projet dénommé ECOSAN UE2 est actuellement en cours et concerne l'amélioration de la fertilité des sols dans 30 villages de Kourritenga. Il est exécuté sur la base d'un

financement de 1,5 million d'euros, avec une contribution de l'UE de 1,3 million d'euros, soit 90%.

L'Union européenne (UE) finance l'aide au développement à travers son budget ou le Fond européen de développement (FED). En plus de cette aide aux pays en développement, comme le Burkina Faso, l'UE finance des programmes et projets sous forme de subventions. Les financements dont les bénéficiaires sont souvent des acteurs non étatiques, comme des ONG et organisations de la société civile, portent essentiellement sur des questions de développement notamment la sécurité alimentaire, l'environnement, la promotion de l'accès à l'eau, etc.

Contact : Kabou Kambou-Kadio, documentaliste, Centre régional pour l'eau potable et l'assainissement : Siège : 03 BP 7112 Ouagadougou 03 Burkina Faso, Tél. : + 226 50 36 62 10 / 11, Fax + 226 50 36 62 08, courriel : (kabou.kadio@reseaucrepa.org) Site web : (reseaucrepa.org)

La gestion des connaissances pour le développement : enfin en français ?

Cela fera bientôt neuf ans que les professionnels du secteur du développement, de tous types, de tous horizons géographiques, de tous sous-secteurs (eau, santé, éducation, agriculture etc.) se retrouvent pour échanger questions, idées, outils et approches pour améliorer la gestion des connaissances dans le secteur du développement. Leur point de rendez-vous ? la communauté de pratique (CdP) 'Knowledge Management for Development' (La gestion des connaissances pour le développement, plus connue sous son acronyme anglophone KM4DEV). Le 5 octobre 2009, les acteurs francophones du développement exploreront l'opportunité de mettre sur pied une communauté de pratique KM4DEV francophone. Pour plus d'information sur ces deux discussions, consulter la page web : [www.km4dev.org/wiki/index.php/Francophone_KM4DEV] (en anglais) ou contactez Ewen Le Borgne (leborgne@irc.nl).

Etablissement de partenariats public, privé et société civile des services d'eau et d'assainissement, 5 – 9 octobre 2009, Burkina Faso.

Organisation : CREPA et ses partenaires (BPD, WaterAid, Banque Mondiale).

Le programme de la formation est subdivisé en trois parties sera développé durant cinq jours sous forme de formation participative, de préparation de plan d'action et d'études de cas. Les thèmes suivants seront abordés : état des lieux de l'eau et l'assainissement dans les pays en développement ; partenariat et engagement communautaire ; partenariats en assainissement ; négociation basée sur intérêt ; motivations, avantages du partenariat ; accords de partenariat et responsabilité du partenariat ; les défis du suivi et de l'évaluation du partenariat ; étude de cas

Le public cible est composé des personnes travaillant au sein des structures suivantes : sociétés chargées d'eau et d'assainissement, sociologues, collectivités territoriales, société civile, ONG et associations

Responsable de la formation: Mme Coura Bassolet/N'Doye, Responsable pédagogique, Amah Klutse. Pour toute information complémentaire, contacter Mme Coura Bassolet/NDoye, (crepa2@fasonet.bf), responsable à la formation du Réseau CREPA ou (reseaucrepa@reseaucrepa.org), CREPA 03 BP 7 112 Ouagadougou 03 – Burkina Faso, tél. : (+226) 50 36 62 10/50 36 62 11, fax : (+226) 50 36 62 09, [www.reseaucrepa.org]

Sources Nouvelles Edition Spéciale est publié tous les 3 mois par l'IRC (Centre International de l'Eau et de l'Assainissement) en collaboration avec le Centre Régional pour l'Eau Potable et l'Assainissement à faible coût (CREPA). Sources Nouvelles - Edition Spéciale existe en format papier et en format électronique.

Coordinateur/Editeur : Caridad Machín Camacho (camacho@irc.nl)

Contributeurs : ; Dave Trouba (troubad@who.int) ; Estherdejong@gwalliance.org ; Marie Quenum, et Kabou Kadio (nouvellesource@yahoo.fr)

IRC International Water and Sanitation Centre, P.O. Box 82327, 2508 EH The Hague, the Netherlands, Tel. : +31 703044000, fax: +31 70 3044044 courriel : general@irc.nl, site web : www.irc.nl/sourcesnouvelles.

Pour s'abonner envoyez un courriel à : {sourcesnouvelles-join@watsan.net}

Pour se désabonner, envoyez un courriel à : {sourcesnouvelles-leave@watsan.net}, ou contacter (camacho@irc.nl)

ISSN: 1874-6594